

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 12 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE CHARENTAISE JUBERT

Chemine de la Grande Prairie
16120 Châteauneuf-Sur-Charente

Références : [2026_163_UbD16-86_Env](#)

Code AIOT : 0007206830

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE CHARENTAISE JUBERT implanté Chemin de la Grande Prairie 16120 Châteauneuf-sur-Charente. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite se fait dans le cadre du programme pluriannuel de visite des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE CHARENTAISE JUBERT
- Chemin de la Grande Prairie 16120 Châteauneuf-sur-Charente
- Code AIOT : 0007206830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de distillation d'alcools de bouche exploité par la Distillerie Charentaise Jubert (site dit "Grande Prairie") est autorisé par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 à exploiter :

- une distillerie de 14 alambics de 25 hl de charge, soit un total de 350 hl en charge (régime E sous la rubrique 2250) ;
- un chai de distillation d'une capacité maximale de stockage de 178 m³
- un chai de vieillissement d'une capacité maximale de stockage de 120 m
- des cuves de stockage de vins d'une capacité totale de 7400 hl (régime D sous la rubrique 2251).

Pour ce qui concerne les stockages d'alcools dans les chais de distillation et de vieillissement, l'activité est régie sous le régime DC sous la rubrique 4755.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6-1	Demande d'action corrective	15 jours
3	déclaration des prélèvements	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Portes local distillateur	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	vérifications des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Combustion	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
10	Rétention distillerie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Rétention chai	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Installations électriques chai	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6	Demande d'action corrective	3 mois
16	Déclaration émission déchets dangereux	Arrêté ministériel du 30/01/2008 article : 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative et volumes d'activité	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 2 et 3	Sans objet
4	Plans tenus à jours	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 1.3	Sans objet
5	VLE eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 3.3.5	Sans objet
6	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.1	Sans objet
13	mise à la terre des équipements	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7	Sans objet
15	Traçabilité des	Arrêté Ministériel du 31/05/2021,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	déchets	article 31	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, il est attendu que l'exploitant justifie le bon dimensionnement des moyens de rétentions et qu'il fasse des travaux pour mieux étanchéifier le réseau de distribution de gaz dans la distillerie. Cette action sera à mener avant la prochaine campagne de distillation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative et volumes d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 2 et 3			
Thème(s) : Situation administrative, conformité			
Prescription contrôlée :			
<u>ARTICLE 2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES</u>			
N° Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques et capacités des installations	Régime (1)
2250 - 1	Production par distillation des alcools d'origine agricole, eau-de-vie et liqueurs. La capacité de production exprimée en alcool absolu étant supérieure à 500 l/j	Capacité maximale de production : 5200 l/j	A
2255 - 3	Stockage d'alcool de bouche d'origine agricole, eau-de-vie et liqueurs. Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoolique volumique est supérieur à 40%, susceptible d'être présente est supérieur ou égale à 50 m3, mais inférieure à 500 m3	Capacité maximale de stockage : 298 m3	D
1131-3-c	Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Gaz ou gaz liquéfiés ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t	1.25 t de SO2	D
2251- 2	Vins (préparation, conditionnement de) La capacité de production étant supérieure à 500 hl/an et inférieure à 20000 hl/an	7400 hl/an	D

(1) : A (Autorisation) ou D (Déclaration)

ARTICLE 3 - SITUATION ET CARACTERISTIQUES DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Les installations de distillation d'alcool de bouche autorisées par le présent arrêté ont les caractéristiques suivantes :

Distillerie :

Désignation de la distillerie	Type de combustible	Caractéristique de la distillerie
distillerie	Gaz naturel	14 alambics de 25 hl de charge

Stockage d'alcool

Stockage d'alcool	Type et caractéristiques du stockage	Surface en m2	Capacité maximale de stockage
Chai de distillation	Cuves inox	249 m2	178 m3
Chai	Tonneaux et barriques	270 m2	120 m3

On entend par chai de distillation, le chai attenant à la distillerie destiné à ne recevoir que les eaux-de-vie nouvellement distillées.

Stockage des vins

Le stockage des vins comprend différents types de cuves d'une capacité totale de 7400 hl.

Stockage des vinasses

Les vinasses de première et seconde chauffes sont stockées dans trois bassins étanches d'une capacité minimale de 350 m³.

Constats :

La distillerie comporte 14 alambics de 25 hl en foyer inversé.

En date du 9 janvier 2026, les stocks d'alcools sont de 56 m³ dans le chai de distillation.

L'exploitant a indiqué que le chai de 270 m² localisé sur la parcelle AD 108 a été vidé et n'est plus en service depuis 2006. Il conviendra que l'exploitant transmette des justificatifs attestant l'arrêt de l'exploitation de ce chai à l'inspection afin que celui-ci soit déclassé de l'arrêté préfectoral du site.

Les cuves dédiées au stockage de vins localisées dans le chai à vin ont un volume total qui s'élève à 4238 hl. Les cuves bétons référencés 10 à 21, 38, 39, et 58 à 61 dans l'ancien chai de vinification (plan cuverie Grande Prairie) sont hors d'usages.

Les quantités de vins distillées sur les trois dernières années sont les suivantes

| 2022/2023 : 80 280,50 hl

| 2023/2024 : 77 682,50 hl

| 2024/2025 : 60 952,15 hl

- Les quantités de vinasses produites au cours de chaque campagne sont les suivantes :
| 2022/2023 : 72 310 hl
| 2023/2024 : 73 755 hl
| 2024/2025 : 55 355 hl

Concernant les dispositifs d'entreposage des vinasses, elles sont collectées par 5 bassins : un de 100 hl, un de 400 hl, 2 de 350 hl et 1 de 500 hl. L'exploitant a indiqué qu'en fin de campagne, les 10 cuves extérieures de 2000 hl sont également mobilisées pour le stockage des vinasses. Ces cuves sont mises en rétention par un muret les contournant, d'une hauteur de 1 m environ.

Les dispositifs d'entreposage des vinasses ne répondent pas à la capacité prévue par l'arrêté préfectoral cependant l'organisation mise en place permet de gérer les vinasses sans dysfonctionnement. Les moyens d'entreposage sont suffisants pour le site (volume de rétentions suffisants au vu de la fréquence d'enlèvement des vinasses). Il sera proposé de mettre à jour cette prescription de l'arrêté lors de sa future évolution.

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'à compter de la campagne 2026/2027, il souhaite interrompre pendant plusieurs années l'activité de distillation sur le site de Grande Prairie. Il est rappelé à l'exploitation qu'en cas d'interruption de l'activité pendant une période de plus de trois années consécutives, l'autorisation du site cessera de produire effet selon les dispositions de l'article R.512-74 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6-1

Thème(s) : Situation administrative, prélèvements en eau

Prescription contrôlée :

6-1 Prélèvements d'eau

Les prélèvements d'eau sont réalisés dans les conditions suivantes :

ORIGINE	DEBIT MAXIMAL INSTANTANE	DEBIT MAXIMAL JOURNALIER (3)	DEBIT MAXIMAL ANNUEL
La Charente	25 m ³ /h	210 m ³	30000 m ³

Constats :

les quantités d'eau consommées sur le site sont les suivantes :

| 2023 : eau potable : 1 128 m³, prélèvement Charente : 26 503 m³
| 2024 : eau potable : 1 126 m³, prélèvement Charente : 27 670 m³
| 2025 : eau potable : 934 m³, prélèvement Charente : 22 515 m³

En quantité globale prélevée dans la Charente, l'exploitant respecte les termes de son arrêté préfectoral.

<p>L'eau de la Charente sert au circuit de refroidissement en circuit ouvert, l'eau prélevée est ensuite restituée au cours d'eau. L'exploitant indique que les eaux rejetées ont une température inférieure à 30 °C et en cas de dépassement une procédure permet d'arrêter le rejet.</p> <p>L'exploitant a estimé le débit de prélèvement à 220 m³/j , soit 50 m³/h.</p> <p>Le débit de prélèvement instantané indiqué par l'exploitant est supérieur au débit maximal autorisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra pour l'exploitant de se conformer au débit de prélèvement autorisé qui est de 25 m³/h. Dans le cas où l'exploitant souhaite augmenter le débit de prélèvement il conviendra de transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation.</p> <p>À cet effet, l'exploitant précise les quantités prélevées dans le réseau AEP afin de régulariser la situation ; en effet, il n'est pas autorisé à date à prélever pour son process de l'eau potable issue de la concession. Ces éléments doivent être intégrés au porter à connaissance demandé supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : déclaration des prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, prélèvements d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : (...)les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; (...)"</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu des quantités d'eau prélevées annuellement dans la Charente (considérée comme le milieu naturel) qui sont supérieurs à 7 000 m³ il convient pour l'exploitant de déclarer les prélèvements dans l'outil GERE :</p> <p>https://monaiot.developpementdurable.gouv.fr/page/connexion-gerep</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de déclarer les prélèvements d'eau dans l'outil précité, si dans les prochaines campagnes ces prélèvements dans le milieu naturel sont supérieurs à 7000 m³/an</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plans tenus à jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 1.3
Thème(s) : Situation administrative, dossier administratif
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« l'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : (...) - les plans tenus à jour (...) »</p> <p>N.B : suite à l'inspection 21 mars 2019, il était attendu que l'exploitant présente le plan des réseaux tenu à jour, tout en mentionnant le local stockant les produits biocides.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux (eaux pluviales, eaux industrielles, eaux usées) mis à jour en 2021. Un autre plan présente les locaux stockant les produits dangereux.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 3.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, risque pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées	Normes de référence (ou équivalente)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	NF T 90 008
DCO	300 mg/l	NF T 90 101
MES	100 mg/l	NF EN 872
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	NF T 90 114

NB : Suite à l'inspection du 21 mars 2019 il était attendu que l'exploitant adresse à l'inspection une analyse de rejet des eaux pluviales de moins d'un an.

Constats :

L'exploitant a présenté une analyse des rejets des eaux pluviales (dans la Charente), faite le 14 avril 2020 par Analysys. Les résultats montrent que le rejet respecte les valeurs limites en concentration.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser une telle analyse sur lesdits paramètres chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, clôture
Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats : Le site est entièrement clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Portes local distillateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, portes pare-feu
Prescription contrôlée : <u>local distillateur :</u> Le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et/ou des installations de stockage par une porte EI30 et doté de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur
Constats : La distillerie est attenante à un bureau et à des chambres pour les distillateurs. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du caractère EI30 des portes séparant la distillerie du bureau et des chambres prévus pour les distillateurs. Le mur séparant le bureau de la distillerie est par ailleurs équipée d'une baie vitrée dont le caractère coupe-feu doit être précisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant de justifier que les portes séparant la distillerie des chambres ou du bureau sont EI30. Si elles ne répondent pas à cette caractéristique, il convient de les remplacer. L'exploitant justifie que le mur et la baie vitrée de séparation entre la distillerie et le bureau du distillateur sont bien du requis coupe-feu attendu. Dans la négative, les travaux de mise en conformité sont à réaliser suivant un échéancier raisonnable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : (...) L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques par l'APAVE en date du 22 septembre 2025. Le rapport fait état de 2 observations concernant le site de Grande Prairie. L'exploitant a présenté une facture du passage d'un électricien le 22/01/2026 qui a eu pour objectif de lever les non-conformités (facture n° 905520086), il n'a pas été donné suite à l'observation n°1 car l'électricien avait besoin d'explications de la part de l'APAVE. Il est prévu de faire le nécessaire pour lever cette observation (échange avec l'APAVE et deuxième passage de l'électricien si nécessaire). Le Rapport Q19 en date du 17/12/2025 conclut en l'absence d'anomalies
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant de justifier que l'observation n°1 a été levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité de la combustion
Prescription contrôlée : <u>alimentation de la combustion :</u> (...) Un dispositif de coupure rapide indépendant de tout équipement de régulation de débit est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. (...accessible rapidement, aval du poste de livraison/stockage de combustible) De plus chaque appareil est équipé d'un organe de coupure rapide. (... signalé, à proximité brûleur ; indication sens de la manœuvre et position fermée/ouverte)

<p><u>vérification périodique des installations de combustion :</u></p> <p>Pour les installations de combustion utilisant un combustible gazeux, l'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Les tuyauteries de gaz font l'objet d'une vérification d'étanchéité une fois par an à la pression normale de service. (... leurs résultats sont consignés par écrit... l'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises)</p>
<p>Constats :</p> <p>La distillation se fait sous la surveillance permanente du personnel.</p> <p>Il a été constaté la présence d'un dispositif de coupure de l'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment, bien signalé.</p> <p>Chaque brûleur est également équipé de son propre dispositif de coupure du gaz.</p> <p>Concernant la vérification périodique des installations de combustion, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rapport de la société Chalvignac du 8 octobre 2024 concernant la maintenance et le contrôle de la sécurité des brûleurs - un rapport de Chalvignac du 21 novembre 2025 faisant suite au test et analyse de la combustion des brûleurs - un rapport de l'APAVE du 19 janvier 2026 concernant le contrôle de l'étanchéité du réseau gaz. Le rapport fait état de 7 observations sur la distillerie dont certaines indiquant des fuites localisées au niveau du boîtier GS 200 de certaines chaudières. Le contrôleur de l'APAVE a indiqué (au téléphone) que la fuite est d'ordre minime mais qu'il conviendra de la corriger avant la prochaine campagne.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra pour l'exploitant de mettre en place une action corrective visant à corriger le défaut d'étanchéité du réseau gaz. Cette correction pourrait se faire lors de l'intervention de maintenance par la société Chalvignac avant la prochaine campagne de distillation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Rétention distillerie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déversements accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque récipient contenant de l'alcool de bouche est associée à une cuvette de rétention permettant de récupérer l'ensemble des écoulements provenant du récipient. Cette cuvette a une capacité minimale égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la capacité maximale de l'ensemble des récipients associés à la cuvette de rétention - 100 % de la capacité du plus grand récipient associé à la cuvette de rétention.

<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de seuils dans la distillerie destinés à contenir les écoulements accidentels à l'intérieur de la distillerie. Des caniveaux sont également présents et acheminent les écoulements dans une cuve enterrée. L'exploitant n'a pas justifié que les aménagements présents sont suffisants pour assurer le volume de rétention requis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de justifier que les aménagements mis en place pour assurer la rétention de la distillerie permettent de contenir 50 % de la capacité totale d'alcools contenue dans la distillerie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Rétention chai

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, déversements d'alcools</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout récipient contenant de l'alcool est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand récipient, - 50% de la quantité susceptible d'être présente des récipients associés à la rétention
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence de seuils dans le chai de distillation destinés à contenir les écoulements accidentels à l'intérieur dudit chai. L'exploitant n'a pas justifié que les aménagements présents sont suffisants pour assurer le volume de rétention requis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de justifier que les aménagements mis en place pour assurer la rétention du chai permettent de contenir 50 % de la capacité totale d'alcools contenue dans le chai.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, dépotage d'alcools
Prescription contrôlée : Les aires de chargement/déchargement sont situées à l'intérieur du site et matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des alcools de bouche dans des camions citernes ou des barriques. Chaque aire est associée à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer tout écoulement provenant du camion citerne, des installations fixes de stockage ou des tuyaux de transfert lors des opérations de chargement ou de déchargement. Cette cuvette a une capacité au moins égale au camion citerne le plus grand pouvant être admis sur l'aire. Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.
Constats : Pour assurer la rétention de l'aire de chargement déchargements, les bordures de l'aire de dépotage d'alcools sont surélevée pour permettre de contenir les écoulements accidentels sur l'aire. De plus les camions sont équipés d'une plaque en caoutchouc destiné à être posée sur le regard de collecte des eaux pluviales afin d'étanchéifier l'aire de chargement au moment des transferts d'alcools. Une procédure est prévue à ce propos et est affichée à la sortie du chai. L'aire de chargements/déchargements est équipée d'une prise de mise à la terre pour les camions opérant les transferts d'alcools.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient pour l'exploitant de justifier que la rétention mise en place permet de contenir la capacité du compartiment des camions citernes admis sur le site (donc au moins 30 m ³).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : mise à la terre des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, risque d'explosion
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. (...)

<p>Constats :</p> <p>Par sondage, il a été constaté que les cuves inox d'alcools présentes dans le chai sont reliées à la terre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Installations électriques chai

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un interrupteur général, signalé et protégé des intempéries, à proximité d'une issue à l'extérieur. Voyant lumineux signale la mise sous tension des installations électriques</p> <p>appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs ...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des installations de stockage, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un disjoncteur placé à l'extérieur du chai (dans le chai de vinification) permet de couper l'alimentation électrique du chai. L'exploitant a souligné que les seules installations électriques présents dans le chai sont les lumières.</p> <p>Il n'existe pas de voyant lumineux signalant la mise sous tension des installations électriques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra d'installer un voyant lumineux en dehors du chai signalant la mise sous tension ou pas des installations électriques du chai.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 31</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <p>- la date de l'expédition du déchet ;</p>

<p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; (...) - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; (...) <p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare sur Trackdéchet l'évacuation des boues du séparateur à hydrocarbures. Les bordereaux de suivis et les registres de 2025 ont pu être consultés sur l'outil.</p> <p>En 2025, l'exploitant a évacué du site 1,06 t d'eaux hydrocarburées et 1,08 t de boues hydrocarburées (13 05 08*).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Déclaration émission déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après le point de contrôle précédent, l'exploitant évacue plus de 2 t de déchets dangereux par an (séparateur hydrocarbures). L'exploitant est donc tenu de déclarer sur GEREP les quantités émises de polluants :</p> <p>https://monaiot.developpementdurable.gouv.fr/page/connexion-gerep</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient pour l'exploitant de déclarer les quantités de polluants émises annuellement sur GEREP : https://monaiot.developpementdurable.gouv.fr/page/connexion-gerep</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>